

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201844]

4 AVRIL 2019. — Décret relatif à la formation professionnelle individuelle (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Les dispositions relatives à la matière visée à l'alinéa 1^{er} sont applicables sur le territoire de la région de langue française.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

2° le stagiaire : tout demandeur d'emploi inoccupé inscrit en tant que tel auprès du FOREm et qui conclut un contrat de formation-insertion avec un employeur et le FOREm;

3° l'employeur : toute personne physique ou morale ayant son siège social ou une unité d'établissement en région de langue française qui accueille et accompagne le stagiaire, à l'exception des entreprises agréées en vertu de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité pour les travailleurs qu'elle engage sous contrat de travail titres-services et à l'exception des agences locales pour l'emploi visé par l'article 79 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, pour les travailleurs ALE qu'elle engage;

4° le contrat formation-insertion ou C.F.I. : le contrat conclu entre un stagiaire, un employeur et le FOREm, portant sur une formation professionnelle individuelle en vue d'acquérir les compétences nécessaires pour exercer une activité professionnelle chez l'employeur;

5° l'opérateur de formation :

a) le FOREm;

b) les centres de compétences visés à l'article 1^{er}bis, 7°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

c) tout opérateur de formation auquel le FOREm recourt conformément à l'article 7 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

d) les centres de formation du Réseau IFAPME : les centres de formation agréés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 fixant les conditions relatives à l'agrément des centres de formation pour les indépendants et petites et moyennes entreprises et de leurs directeurs de centres;

e) tout tiers autre que visé aux a) à d) rémunéré par l'employeur;

6° le plan de formation : l'annexe au contrat formation-insertion qui en fait partie intégrante et qui comprend les mentions minimales suivantes :

- la description de l'activité professionnelle exercée chez l'employeur;

- le nom du ou des tuteurs chargés du suivi et de l'accompagnement du stagiaire;

- le programme de formation construit entre l'employeur et le FOREm listant les activités propres à l'activité professionnelle exercée chez l'employeur ainsi que les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice de celles-ci que le stagiaire ne maîtrise pas encore partiellement ou pas totalement;

- le cas échéant, lorsque l'employeur est une entreprise de travail intérimaire, l'utilisateur auprès duquel se déroule l'exécution du contrat de formation-insertion.

Le Gouvernement peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement peut fixer des conditions spécifiques à certaines catégories d'employeur pour la conclusion d'un C.F.I.

Art. 3. Le C.F.I. est exécuté chez l'employeur et, le cas échéant, un opérateur de formation.

Lorsque le C.F.I. comprend une formation auprès d'un opérateur de formation, l'exécution de la formation fait partie intégrante du C.F.I.

Art. 4. Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction de la demande, la durée, le contenu, les modalités de conclusion et d'exécution du contrat de formation-insertion et les conditions dans lesquelles il peut y être mis fin avant son terme.

Le Gouvernement peut réserver la conclusion d'un contrat de formation-insertion d'une durée plus longue à certaines catégories de stagiaires qu'il détermine.

Art. 5. § 1^{er}. L'employeur qui conclut un C.F.I. :

1° ne présente aucune dette exigible envers le FOREm;

2° n'a pas fait l'objet d'une amende administrative prévue à l'article 12 dans les deux années qui précèdent;

3° s'engage à former le stagiaire en lui confiant des tâches en lien avec le plan de formation du C.F.I.;

4° se désigne comme tuteur ou désigne, parmi son personnel, un ou des tuteurs chargés de suivre et d'accompagner le stagiaire pendant la durée de la formation;

5° assure le stagiaire contre les accidents de travail et les accidents sur le chemin du travail en concluant auprès d'une société d'assurance à primes fixes agréée ou auprès d'une caisse d'assurance agréée, une police qui lui garantit les mêmes avantages que ceux qui sont mis à charge de l'assureur par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

6° verse mensuellement au FOREm une intervention financière forfaitaire liée au salaire futur du stagiaire;

7° organise la formation du stagiaire auprès d'un opérateur de formation visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 5°, e), lorsque la formation n'est pas disponible auprès d'un opérateur de formation visé par l'article 2, alinéa 1^{er}, 5°, a) à d);

8° évalue, au regard du plan de formation, les compétences professionnelles acquises par le stagiaire au terme du contrat de formation-insertion dans le but de lui délivrer l'attestation de compétences professionnelles acquises durant l'exécution du contrat de formation-insertion, dont le modèle est déterminé par le FOREm;

9° engage le stagiaire au plus tard au terme du contrat de formation-insertion dans les liens d'un contrat de travail dans la profession apprise, pour une durée au moins égale à la durée initiale du contrat de formation-insertion;

10° n'est pas autorisé à licencier du personnel en vue de l'engagement d'un stagiaire sous contrat de formation-insertion ou lors de l'engagement subséquent du stagiaire;

11° s'engage à ne pas conclure un contrat de formation-insertion avec un stagiaire ayant réussi un contrat d'alternance, une convention de stage en entreprise ou un contrat de formation alternée avec ce même stagiaire, pour la même profession;

12° fournit au FOREm l'assistance nécessaire au suivi et au contrôle du contrat de formation-insertion;

13° fournit mensuellement au FOREm les états de prestations du stagiaire;

14° assure la sécurité du stagiaire, lui fournit les vêtements et les équipements de sécurité nécessaires selon les tâches accomplies durant l'exécution du contrat de formation-insertion;

15° conclut une police d'assurance qui couvre la responsabilité civile du stagiaire pour les dommages causés aux tiers dans le cadre de l'exécution du contrat de formation-insertion.

Pour l'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, la police d'assurance prend en considération, pour le calcul de l'indemnisation en cas d'incapacité temporaire de travail, une rémunération de base fixée à 12 fois le revenu minimum mensuel moyen garanti tel que déterminé au moment de l'accident, par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail pour un travailleur occupé à temps plein âgé d'au moins dix-neuf ans et ayant au moins six ans d'ancienneté dans l'entreprise qui l'occupe. Pour le calcul de l'indemnisation en cas d'incapacité permanente de travail, la police d'assurance prend en considération une rémunération de base fixée à 18 fois le revenu minimum mensuel moyen garanti tel que déterminé au moment de l'accident, par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail pour un travailleur occupé à temps plein âgé d'au moins dix-neuf ans et ayant au moins six ans d'ancienneté dans l'entreprise qui l'occupe.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, 9°, peut être remplie par un autre employeur selon les conditions fixées par le Gouvernement.

L'obligation visée à l'alinéa 1^{er}, 9°, ne s'applique pas lorsque le contrat de formation-insertion prend fin avant son terme pour un cas de rupture unilatérale ou de commun accord.

Le Gouvernement précise les modalités d'exécution des conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'employeur qui ne respecte pas les dispositions visées au paragraphe 1^{er} et ses mesures d'exécution peut être exclu du bénéfice du présent décret pendant une durée d'un an et en cas de récidive, pendant une durée de deux ans. Le Gouvernement arrête les modalités relatives à l'exécution du présent paragraphe.

Art. 6. Le stagiaire, durant l'exécution du contrat de formation-insertion, reste inscrit comme demandeur d'emploi inoccupé.

En outre, le stagiaire perçoit à charge du FOREm :

1° une prime mensuelle s'élevant au minimum à vingt pour cent du revenu minimum mensuel moyen garanti fixé par le Conseil national du Travail et au maximum à quatre-vingt pour cent de celui-ci, selon des tranches liées aux allocations de chômage, d'insertion, au revenu d'intégration sociale, aux allocations octroyées aux personnes handicapées par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale ou aux indemnités d'incapacité de travail octroyées en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité du stagiaire durant l'exécution du contrat de formation-insertion et dont les montants et les modalités sont fixées par le Gouvernement;

2° une indemnité pour frais de déplacement entre la résidence du stagiaire et l'unité d'établissement de l'employeur déclarée dans le contrat de formation-insertion pour autant qu'ils soient distants d'au moins cinq kilomètres;

3° s'il a des enfants à charge, une indemnité dont le montant ainsi que les conditions et modalités de versement sont arrêtés par le Gouvernement, pour couvrir les frais de milieu d'accueil, de gardien, de maison d'enfants ou de garderie scolaire attestés par le stagiaire.

Quel que soit le moyen de transport utilisé, le remboursement des frais exposés visé à l'alinéa 2, 2°, est limité au coût du transport en commun le moins onéreux pour un déplacement journalier aller-retour.

Dans le cas où l'augmentation des allocations et indemnités visées à l'alinéa 1^{er} (A) entraîne une diminution de la prime visée à l'alinéa 2, 1°, (B) telle que la somme des montants A et B est inférieure à la somme de ces montants à la conclusion du contrat de formation-insertion, le stagiaire peut introduire au FOREm une demande d'augmentation de la prime visée à l'alinéa 2, 1°. Le Gouvernement précise les modalités relatives à l'exécution du présent alinéa.

Art. 7. Dans le cadre du présent décret, le FOREm a pour missions :

1° de diffuser auprès des employeurs et des demandeurs d'emploi toute information relative au présent décret;

2° de réceptionner et d'instruire les demandes émanant des employeurs et de les mettre en relation avec les demandeurs d'emploi;

3° d'apporter, le cas échéant, aux employeurs un soutien technico-pédagogique dans l'établissement des plans de formation;

4° d'agréeer les plans de formation et leur durée;

5° de payer mensuellement au stagiaire les primes et indemnités visées à l'article 6, alinéa 2;

6° de procéder aux opérations de recouvrement de sa créance portant sur l'intervention financière forfaitaire mensuelle visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, due par l'employeur;

7° d'organiser, le cas échéant, le recours aux opérateurs de formation visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 5°, a) à d);

8° de verser une indemnité à l'employeur pour les frais de la formation visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°;

9° d'assurer le suivi technique et pédagogique des contrats de formation-insertion.

Le Gouvernement peut préciser les missions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. § 1^{er}. Il est institué un comité consultatif chargé de remettre au Gouvernement, à la demande de l'employeur, un avis sur la durée ou le contenu du plan de formation en cas de désaccord entre le FOREm et l'employeur.

La demande de l'employeur est introduite selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 2. Le comité rend son avis dans un délai de trois semaines à compter de la réception de la demande complète d'avis.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, il est passé outre à la formalité.

§ 3. Le Gouvernement communique sa décision à l'employeur dans un délai de deux semaines à compter de la réception de l'avis ou, si l'avis n'a pas été communiqué, de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la décision du Gouvernement est réputée favorable à l'employeur.

§ 4. Le comité se compose :

1° d'un représentant du Ministre de la Formation, qui en assure la présidence;

2° d'un représentant du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie qui en assure le secrétariat;

3° d'un représentant du FOREm;

4° d'un représentant des organisations représentatives des employeurs;

5° d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs.

Les membres sont désignés par le Gouvernement et, pour les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 4° et 5°, sur proposition de l'organisme qu'il représente, pour une durée de cinq ans renouvelables.

Le comité peut faire appel à un ou plusieurs experts extérieurs qui présentent une expérience utile au traitement des dossiers.

Art. 9. § 1^{er}. Le FOREm développe en propre ou par un prestataire externe, une plate-forme électronique, utilisée par le FOREm et les employeurs, pour la mise en œuvre des missions du FOREm et des obligations de l'employeur prévues par ou en vertu du présent décret, notamment, pour :

1° introduire les demandes;

2° accuser réception des demandes et les enregistrer;

3° enregistrer les contrats de formation-insertion et les plans de formation;

4° encoder les prestations des stagiaires;

5° créer des flux de données à partir de la plate-forme électronique vers d'autres banques de données électroniques du FOREm ou externes à celui-ci et inversement, dans le cadre d'autres obligations légales ou réglementaires;

6° réaliser un monitoring régulier des contrats de formation-insertion et des résultats d'insertion.

Sur base des informations encodées via la plate-forme électronique, le FOREm assure la mise à jour des banques de données électroniques accessibles via la plate-forme.

Lorsque les données sont traitées à d'autres fins que celles prévues par le présent décret, le FOREm vérifie que le traitement repose sur une base juridique reconnue par le droit de l'Union ou le droit belge.

§ 2. Sont autorisés à accéder à la plate-forme électronique, chacun pour ce qui le concerne :

1° le FOREm;

2° les employeurs;

3° les stagiaires.

§ 3. Les informations liées à l'acquisition de compétences ou d'une expérience professionnelle par le stagiaire sont capitalisées dans son dossier.

§ 4. Toute personne qui utilise la plate-forme électronique respecte les conditions d'utilisation de celle-ci.

§ 5. Le FOREm est le responsable du traitement des données à caractère personnel traitées en application du présent article. Ces données sont traitées conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le FOREm garantit notamment le droit à l'information des personnes concernées quant au traitement de leurs données.

§ 6. Le FOREm conclut avec chaque sous-traitant une convention qui détermine notamment les obligations et responsabilités de chacun quant au traitement des données à caractère personnel et quant à leur protection.

§ 7. Le Gouvernement arrête les modalités relatives à l'exécution des paragraphes 1^{er} à 4.

Art. 10. Le FOREm évalue l'application du présent décret et effectue son suivi budgétaire selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Art. 11. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations.

Art. 12. En cas d'infraction à l'article 5, alinéa 1^{er}, 5°, 6° et 9°, une amende administrative de 300 à 3 000 euros peut être infligée, selon la procédure et aux conditions fixées par les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Art. 13. § 1^{er}. Le FOREm récupère par toute voie de droit en ce compris par compensation, les interventions financières forfaitaires à charge de l'employeur en vertu du présent décret et restées impayées.

§ 2. Lorsque l'employeur n'a pas respecté l'obligation d'engagement telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o, le FOREm peut récupérer auprès de l'employeur, la totalité des montants indus correspondants à la différence entre les interventions financières forfaitaires mensuelles versées par l'employeur en vertu de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, et les sommes versées par le FOREm au stagiaire en vertu de l'article 6, alinéa 2.

Art. 14. Le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, modifié par les décrets des 4 juillet 2002, 22 novembre 2007 et 20 février 2014, est abrogé.

Art. 15. Les dispositions du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant et son arrêté d'exécution du 14 novembre 2007 continuent à s'appliquer aux contrats de formation conclus avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mai 2019.

Le Gouvernement peut reporter l'entrée en vigueur du présent décret au plus tard au 1^{er} mai 2022 pour des catégories d'employeurs de la fonction publique et pour des activités professionnelles exercées auprès de ces employeurs.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 avril 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et
de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1300 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 avril 2019.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201844]

4 APRIL 2019. — Decreet betreffende de individuele beroepsopleiding (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt gedeeltelijk, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

De bepalingen betreffende de aangelegenheid bedoeld in het eerste lid zijn toepasselijk op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1^o « FOREm » : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", opgericht bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi";

2^o de stagiair : elke niet-werkende werkzoekende die als dusdanig bij FOREm is ingeschreven en die een overeenkomst voor een instapopleiding sluit met een werkgever en [] « FOREm »;

3^o werkgever : elke natuurlijke of rechtspersoon die zijn maatschappelijke zetel of een bedrijfseenheid in het Franse taalgebied heeft waarin de stagiair aangenomen en begeleid wordt, uitgezonderd de ondernemingen erkend krachtens de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen voor de werknemers die ze in dienst neemt met de arbeidsovereenkomst dienstencheques en uitgezonderd de plaatselijke agentschappen voor tewerkstelling, bedoeld bij artikel 79 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, voor de PWA-werknemers die zij in dienst neemt;

4° overeenkomst voor een instapopleiding : de overeenkomst, gesloten tussen een stagiair, een werknemer en "FOREm", met betrekking tot een individuele beroepsopleiding met het oog op de verwerving van de vaardigheden die de uitoefening van een beroepsactiviteit bij de werkgever mogelijk moeten maken;

5° opleidingenverstrekker :

a) « FOREm »;

b) de kenniscentra, zoals bepaald in artikel 1bis, 7°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";

c) elke opleidingenverstrekker op wie "FOREm" een beroep doet overeenkomstig artikel 7 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";

d) de vormingscentra van het IFAPME-net : de vormingscentra, erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de voorwaarden betreffende de erkenning van de opleidingscentra voor de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen en van hun centrumdirecteurs;

e) elke andere derde dan die beoogd onder a) tot d), vergoed door de werkgever;

6° opleidingsplan : de bijlage bij de overeenkomst voor een instapopleiding, die er volledig deel van uitmaakt en volgende minimuminhoud heeft:

- de omschrijving van de beroepsactiviteit uitgeoefend bij de werkgever;

- de naam van de mentor(en) belast met de opvolging en de begeleiding van de stagiair;

- het opleidingsprogramma, zoals onderling opgebouwd door de werkgever en « FOREm », met oplijsting van de activiteiten eigen aan de beroepsactiviteit, uitgeoefend bij de werkgever, evenals de competenties nodig voor de uitoefening van desbetreffend beroep, die de stagiair slechts gedeeltelijk of niet helemaal beheerst;

- in voorkomend geval, wanneer de werkgever een onderneming voor uitzendarbeid is, de gebruiker bij wie de uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding zijn beslag krijgt.

De definities opgenomen in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

De Regering kan voor het sluiten van een overeenkomst voor een instapopleiding specifieke voorwaarden vaststellen voor bepaalde categorieën van werkgevers.

Art. 3. De overeenkomst voor een instapopleiding wordt bij de werkgever en, in voorkomend geval, bij een opleidingenverstrekker uitgevoerd.

Wanneer de overeenkomst voor een instapopleiding een opleiding bij een opleidingenverstrekker omvat, maakt de uitvoering van de opleiding volledig deel uit van de overeenkomst voor een instapopleiding.

Art. 4. De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvraag, de duur, de inhoud, de nadere regels voor het sluiten en uitvoeren van de overeenkomst voor een instapopleiding en de voorwaarden waarin deze vroegtijdig kan worden beëindigd.

De Regering kan het sluiten van een overeenkomst voor een instapopleiding van een langere duur voorbehouden voor sommige, door haar bepaalde categorieën.

Art. 5. § 1. De werkgever die een overeenkomst voor een instapopleiding sluit :

1° vertoont geen enkele eisbare schuld ten opzichte van "FOREm";

2° maakt, in de twee voorgaande jaren, niet het voorwerp uit van een administratieve geldboete, bedoeld in artikel 12;

3° verbindt zich ertoe, de stagiair op te leiden door hem taken toe te vertrouwen die verband houden met het opleidingsplan van de overeenkomst voor een instapopleiding;;

4° wijst zichzelf aan als mentor of wijst onder zijn personeel één of meerdere mentoren aan die belast is of zijn met de opvolging en de begeleiding van de stagiair tijdens de duur van de opleiding;

5° verzekert de stagiair tegen arbeidsongevallen en ongevallen op de weg van en naar het werk door een verzekeringspolis met vaste premies te sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die hem dezelfde voordelen biedt als die welke ten laste van de verzekeraar gelegd worden bij de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;

6° stort « FOREm » maandelijks een forfaitaire financiële tegemoetkoming gebonden aan het toekomstig loon van de stagiair;

7° organiseert de opleiding van de stagiair bij een opleidingenverstrekker bedoeld in artikel 2, lid 1, 5°, e); wanneer de opleiding niet beschikbaar is bij een opleidingenverstrekker bedoeld bij artikel 2, lid 1, 5°, a) tot d)

8° evalueert, ten opzichte van het opleidingsplan, de beroepsbekwaamheden die de stagiair verworven heeft na afloop van de overeenkomst voor een instapopleiding met het oog op de uitreiking van het attest van beroepsbekwaamheden, verworven tijdens de overeenkomst voor een instapopleiding, waarvan het model door "FOREm" bepaald wordt;

9° neemt de stagiair uiterlijk in dienst na afloop van de overeenkomst voor een instapopleiding, in het kader van een arbeidsovereenkomst in het aangeleerde beroep, voor een duur die minstens gelijk is aan de initiële duur van de overeenkomst voor een instapopleiding;

10° heeft niet de toelating om personeel te ontslaan met het oog op de indienstneming van een stagiair met een overeenkomst voor een instapopleiding of bij de daarop volgende indienstneming van de stagiair;

11° verbindt zich ertoe geen overeenkomst voor een instapopleiding te sluiten met een stagiair die slaagde voor een overeenkomst voor alternerend leren, een bedrijfsstageovereenkomst of een overeenkomst voor een alternerende opleiding met diezelfde stagiair voor hetzelfde beroep;

12° verstrekt « FOREm » de nodige bijstand voor de opvolging en het nazicht van de overeenkomst voor een instapopleiding;

13° verstrekt « FOREm » maandelijks de prestatiestaten van de stagiair;

14° voorziet in de veiligheid van de stagiair, verstrekt hem de nodige kledij en veiligheidsuitrustingen in functie van de taken die hij voltooit in de uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding;

15° sluit een verzekeringspolis ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de stagiair voor de schade veroorzaakt bij derden in het kader van de uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding.

Voor de verplichting bedoeld in lid 1, 5°, houdt de verzekeringspolis, voor de berekening van de schadeloosstelling in geval van tijdelijke arbeidsongeschiktheid, rekening met een basisvergoeding vastgesteld op twaalf maal het gemiddeld gewaarborgd minimummaandinkomen zoals bepaald op het ogenblik van het ongeval, bij een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad voor een voltijdse werknemer van minstens negentien jaar oud en die minstens zes jaar anciënniteit heeft in de onderneming waar hij tewerkgesteld is. Voor de berekening van de schadeloosstelling in geval van permanente arbeidsongeschiktheid houdt de verzekeringspolis rekening met een basisvergoeding vastgesteld op achttien maal het gemiddeld gewaarborgd minimummaandinkomen zoals bepaald op het ogenblik van het ongeval, bij een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad voor een voltijdse werknemer van minstens negentien jaar oud en die minstens zes jaar anciënniteit heeft in de onderneming waar hij tewerkgesteld is.

De verplichting bedoeld in lid 1, 9°, kan door een andere werkgever vervuld worden volgens de voorwaarden vastgesteld door de Regering.

De verplichting bedoeld in lid 1, 9°, is niet van toepassing wanneer de overeenkomst voor een instapopleiding beëindigd wordt voor afloop ervan voor een geval van eenzijdige breuk of van breuk in onderlinge overeenstemming.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van de voorwaarden bedoeld in lid 1 nader.

§ 2. De werkgever die de bepalingen bedoeld in paragraaf 1 en de uitvoeringsmaatregelen ervan niet in acht neemt, kant uitgesloten worden van het voordeel van dit decreet voor een duur van één jaar en bij herhaling, tijdens een duur van twee jaar. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van deze paragraaf.

Art. 6. Tijdens de uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding blijft de stagiair ingeschreven als niet-tewerkgestelde werkzoekende.

Daarnaast krijgt de stagiair, ten laste van "FOREm":

1° een maandelijks premie die minstens twintig percent bedraagt van het gemiddeld gewaarborgd minimummaandinkomen, vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad, en die maximum tachtig percent daarvan bedraagt, volgens de schijven verbonden aan de werkloosheidsuitkering, de inschakelingsuitkering, het leefloon, de uitkeringen toegekend aan de personen met een handicap door de Directie-Generaal Personen met een Handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid of de arbeidsongeschiktheidsvergoedingen toegekend overeenkomstig de wetgeving inzake de verplichte ziekte- en invaliditeitsvergoeding van de stagiair tijdens de uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding, en waarvan de bedragen en de nadere regels door de Regering worden vastgesteld;

2° een vergoeding wegens reiskosten tussen de verblijfplaats van de stagiair en de bedrijfseenheid van de werkgever, opgegeven in de overeenkomst voor een instapopleiding, voor zover de afstand tussen beiden minstens vijf kilometer bedraagt;

3° als hij kinderen ten laste heeft, een vergoeding waarvan het bedrag, evenals de stortingsvoorwaarden en -regels vastgesteld zijn door de Regering, om de kosten te dekken inzake kinderopvang, kinderonthaal, kinderkuis of schoolopvang bewezen door de stagiair.

De terugbetaling van de in lid 2, 2°, bedoelde gemaakte kosten wordt beperkt tot de kostprijs van het goedkoopste vervoermiddel voor een dagelijkse heen- en terugreis, ongeacht het gebruikte vervoermiddel.

In het geval waarin de verhoging van de uitkeringen en vergoedingen bedoeld in lid 1 (A) een vermindering van de premie bedoeld in lid 2, 1°, (B) zoals de sommen van de bedragen A en B, lager is dan de som van die bedragen bij het sluiten van de overeenkomst voor een instapopleiding, kan de stagiair bij "FOREm" een aanvraag indienen tot verhoging van de premie bedoeld in lid 2, 1°. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit lid.

Art. 7. In het kader van dit decreet heeft "FOREm" als opdrachten:

1° elke informatie in verband met dit decreet onder werkgevers en werkzoekenden verspreiden;

2° de aanvragen van de werkgevers in ontvangst nemen en behandelen en ze in relatie met de werkzoekenden brengen;

3° in voorkomend geval, een technisch-pedagogische steun verstrekken aan de werkgevers bij het opstellen van de opleidingsplannen;

4° de opleidingsplannen en de duur ervan erkennen;

5° de stagiair maandelijks de premies en vergoedingen bedoeld in artikel 6, lid 2, betalen;

6° de verrichtingen voor de inning van zijn schuldvordering met betrekking tot de door de werkgever verschuldigde, maandelijks forfaitaire financiële tegemoetkoming, bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, 6°, uitvoeren;

7° in voorkomend geval, het beroep op de opleidingenverstrekkers bedoeld in artikel 2, lid 1, 5°, a) tot d) organiseren;

8° de werkgever een vergoeding storten voor de kosten van de opleiding bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, 7°;

9° zorgen voor de technische en pedagogische opvolging van overeenkomsten voor een instapopleiding.

De definities opgenomen in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 8. § 1. Er wordt een adviesverlenend comité opgericht, met als taak de Regering op aanvraag van de werkgever advies verlenen over duur en inhoud van het opleidingsplan bij onenigheid tussen "FOREm" en de werkgever.

De aanvraag van de werkgever wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten ingediend.

§ 2. Het comité brengt zijn advies uit binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de ontvangst van de volledige adviesaanvraag.

Bij ontstentenis van communicatie binnen de opgelegde termijn, wordt aan deze formaliteit voorbijgegaan.

§ 3. De Regering deelt haar beslissing aan de werkgever mee binnen een termijn van twee weken te rekenen van de ontvangst van het advies of, als het advies niet is medegedeeld, van het verloop van de termijn waarin bedoeld advies medegedeeld moest worden.

Bij ontstentenis van communicatie binnen de opgelegde termijn, wordt de beslissing van de Regering geacht gunstig te zijn voor de werkgever.

§ 4. Het comité bestaat uit:

- 1° één vertegenwoordiger van de Minister van Vorming, die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° één vertegenwoordiger van het Departement Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst, die er het secretariaat van waarneemt;
- 3° één vertegenwoordiger van « FOREm »;
- 4° één vertegenwoordiger van de representatieve werkgeversorganisaties;
- 5° één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties.

De leden worden door de Regering aangewezen en, wat betreft de leden bedoeld in lid 1, 4° tot 5°, op de voordracht van de instellingen die zij vertegenwoordigen, voor een hernieuwbare duur van vijf jaar.

Het comité kan een beroep doen op één of meer externe deskundigen met een nuttige ervaring inzake de behandeling van de dossiers.

Art. 9. § 1. « FOREm » ontwikkelt zelf of via een externe dienstverlener een elektronisch platform voor gebruik door "FOREm" of de werkgevers voor de uitvoering van de taken van "FOREm" en de verplichtingen van de werkgever, bepaald bij of krachtens dit decreet, meer bepaald voor :

- 1° het indienen van de aanvragen;
- 2° het bevestigen van de ontvangst van de aanvragen en de registratie ervan;
- 3° de registratie van de instapopleidingen en de opleidingsplannen;
- 4° het invoeren van de gegevens in verband met de prestaties van de stagiairs;
- 5° de creatie van gegevensstromen uit het elektronisch platform naar andere digitale gegevensbanken van "FOREm" of externe dienstverleners en omgekeerd, in het kader van andere wettelijke of reglementaire verplichtingen;
- 6° de uitvoering van regelmatige monitoring van de overeenkomsten instapopleiding en de resultaten van de inschakeling.

Op basis van de informatie, ingevoerd via het elektronisch platform, waarborgt "FOREm" het bijwerken van de gegevens in de elektronische gegevensbanken, toegankelijk via het platform.

Wanneer de gegevens met andere doeleinden behandeld worden dan die, welke bepaald bij dit decreet, gaat "FOREm" na of de behandeling op een juridische grondslag berust, erkend bij het Europees recht of bij het Belgisch recht.

§ 2. Gemachtigd worden om toegang te hebben tot het elektronisch platform, elk wat hem betreft :

- 1° « FOREm » :
- 2° de werkgevers;
- 3° de stagiairs.

§ 3. De informatie in verband met het verwerven van vaardigheden of een beroepservaring door de stagiair wordt in zijn dossier opgeslaan.

§ 4. Eenieder die gebruik maakt van het elektronisch platform leeft de gebruiksvoorwaarden ervan na.

§ 5. « FOREm » is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens behandeld overeenkomstig dit artikel. Deze gegevens worden verwerkt overeenkomstig Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG en de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens. « FOREm » waarborgt met name het recht op informatie van de betrokkenen wat de verwerking van de persoonsgegevens betreft.

§ 6. "FOREm" sluit met elke verwerker een overeenkomst waarin met name de verplichtingen en verantwoordelijkheden van eenieder in verband met de verwerking van de persoonsgegevens en met hun bescherming worden bepaald.

§ 7. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van de paragrafen 1 tot 4.

Art. 10. « FOREm » evalueert de toepassing van dit decreet en voert er de budgetaire opvolging van uit volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Art. 11. De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen met betrekking tot de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

Art. 12. In geval van overtreding van artikel 5, lid 1, 5°, 6° en 9° kan een administratieve geldboete van 300 tot 3000 euro worden opgelegd volgens de procedure en de voorwaarden vastgesteld bij de bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen met betrekking tot de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

Art. 13. § 1. "FOREm" vordert bij elk rechtsmiddel, met inbegrip van de compensatie, de forfaitaire financiële tegemoetkomingen bij de werkgever in, krachtens dit decreet en die onbetaald zijn gebleven.

§ 2. Wanneer de werkgever de verplichting tot indienstneming zoals bepaald in artikel 5, § 1, lid 1, 9°, niet in acht heeft genomen, kan « FOREm » het geheel van de onverschuldigde bedragen die overeenstemmen met het verschil tussen de maandelijkse forfaitaire financiële tegemoetkomingen, gestort door de werkgever krachtens artikel 5, § 1, lid 1, 6°, en de sommen gestort door "FOREm" aan de stagiair krachtens artikel 6, lid 2, bij de werkgever terugvorderen.

Art. 14. Het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, gewijzigd bij de decreten van 4 juli 2002, 22 november 2007 en 20 februari 2014, wordt opgeheven..

Art. 15. De bepalingen van het decreet van 18 juli 1997, betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien en het uitvoeringsbesluit ervan van 14 november 2007 worden verder toegepast op de opleidingsovereenkomsten die gesloten worden voor de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 mei 2019.

De Regering kan de inwerkingtreding van dit decreet uiterlijk uitstellen tot 1 mei 2022 voor de categorieën van werkgevers bij de overheid en voor de beroepsactiviteiten uitgeoefend bij die werkgevers.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 april 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer,
Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1300 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire zitting van 3 april 2019.

Bespreking.

Stemming

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201768]

28 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'incitant financier visant la mobilisation des demandeurs d'emploi vers la formation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, l'article 5, alinéa 4, modifié par le décret du 10 mai 2012;

Vu l'avis n°A.1383 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 24 septembre 2018;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 14 août 2018;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 20 septembre 2018;

Vu le rapport du 3 juillet 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2018;

Vu l'avis 64.751/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 décembre 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n°27/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 6 février 2019;

Considérant que le Gouvernement entend faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} septembre 2018;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant l'urgence de solutionner les pénuries de main d'œuvre rencontrées en Wallonie (plus de 200.000 demandeurs d'emploi et 88 métiers réputés en pénurie) et en adéquation avec le Jobs Deal du fédéral;

Considérant que la liste des métiers en pénurie est publiée par le Forem chaque année, au mois de juin ;

Considérant que la majorité des formations éligibles à l'incitant financier et en particulier celles organisées par le réseau IFAPME démarrent en septembre ;

Considérant que, dans son avis rendu le 24 septembre 2018, le Conseil économique et social de Wallonie constatait que le projet d'arrêté " est de facto entré en vigueur au 1^{er} septembre 2018 et fait déjà l'objet d'une campagne d'information et de promotion de la part du Forem et de l'IFAPME;